

Paris, le 12 juin 2024

Communiqué de presse

Dans le cadre d'une enquête internationale sur des infractions cyber, diligentée par un juge d'instruction de Paris et la section de lutte contre la cybercriminalité du parquet de Paris (J3), **cinq personnes ont été entendues le 4 juin 2024 en Roumanie** par les enquêteurs locaux, assistés des enquêteurs de l'OFAC (Office anti-cybercriminalité) dans le cadre d'une demande d'entraide internationale. **50 000 euros en cryptomonnaie ont été saisis** lors de cette opération.

En France, l'enquête a débuté en juillet 2021 à la suite d'une **attaque informatique du rançongiciel nommé successivement UMBRELLA, DISKSTATION, 7EVEN ou QUICK** ayant frappé une entreprise implantée en Haute-Garonne. Trente-cinq victimes françaises ont déposé plainte, qu'il s'agisse de particuliers, de petites ou moyennes entreprises. Des victimes ont également été identifiées à l'étranger. La Suède a fait une dénonciation officielle à la France pour que les investigations lui soient confiées. L'Espagne et l'Allemagne sont en discussion sur le même sujet. La coordination internationale se fait sous l'égide d'Eurojust et Europol.

Le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire le 15 mars 2024, portant sur les infractions d'atteintes à des systèmes de traitement automatisé de données, extorsion en bande organisée, et association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime.

Les investigations judiciaires réalisées sur les différentes adresses mails communiquées dans les notes de rançon et le suivi des paiements en Bitcoins ont révélé que plusieurs pays européens (Allemagne, Espagne, Italie et Suède) étaient également concernés par des attaques similaires. C'est ainsi que les auteurs ont été localisés en Roumanie. Une personne interpellée localement est sous mandat de dépôt en attente de sa remise à la France.

Les premières exploitations des éléments trouvés en perquisition sont susceptibles de permettre l'identification de plusieurs centaines de victimes : de nombreuses clés de déchiffrement ont en effet été découvertes et pourraient permettre la récupération des données. **Toute personne ayant été victime de ces rançongiciels UMBRELLA, DISKSTATION, 7EVEN ou QUICK est invitée à déposer plainte sur la plateforme THESEE.**

**Laure BECCUAU,
Procureure de la République**

Contact presse : 06 07 18 42 28
scom.parquet.tj-paris@justice.fr